

Nouvelles locales du mercredi 30 septembre 2015

@rib News, 30/09/2015 | Justice - 12 jeunes gens ont été arrêtés par la police ce mercredi et ont passé leur première nuit au cachot de la police de Rumonge. Le commissaire provincial a déclaré qu'ils sont en situation irrégulière alors que des officiers de police judiciaires indiquent qu'ils sont soupçonnés d'atteinte à la sûreté intérieure. Tous ces jeunes sont natifs de la colline de Nyabihanga (zone de Kabungere) de la province de Mwaro. Ils ont été arrêtés à Gasenyi et Mudende de la commune Buyengero en province de Rumonge.

Insécurité - Des circonstances troubles et obscures pour l'homme tué devant la maison du président du CNDD-FDD à Ruyigi la nuit de ce lundi. Le récit de ce témoin révèle que la victime s'appelait Majorique Barakamfitye, fils de Bararungerera Salvator. Il venait de Gahemba en commune de Ruyigi. Il avait quitté la police il y a 6 ans. Depuis quelques jours les imbonerakure le cherchaient. Il avait été emprisonné. On lui a tiré dessus quand il rentra chez lui pour faire croire qu'il avait attaqué le responsable du CNDD-FDD mais si on regarde bien, il n'y a même pas de trace des tirs sur la maison. Ils l'ont couché par terre et ont tiré sur lui, sa cervelle était déversée par terre, quand nous sommes arrivés sur place. Avant, il faisait partie des Imbonerakure, mais il y a un certain moment qu'il avait quitté ce mouvement. Ils lui en voulaient parce qu'il connaissait leurs secrets.

Un officier de la police a été tué cet après-midi à Bujumbura. Les faits se sont produits à Ngagara dans le quartier III vers 16h de ce mercredi. La victime est Jean-Claude Kazungu surnommé Family. Elle s'est faite tirer dessus. Lourdemment atteinte, elle a succombé peu de temps après à l'hôpital militaire de Kamenge. Ce policier appartenait au GMIR. Le porte-parole de la police, Pierre Nkurukiye a indiqué qu'un suspect avait été arrêté et qu'un véhicule avait été saisi. La victime était connue pour ses différences exactes contre des populations innocentes et certains n'hésitent même de parler d'un lourd fardeau dont ils viennent d'être déchargés.

Une fouille perquisition a eu lieu ce mercredi matin de certains quartiers du chef-lieu de la province de Makamba. Personne n'était autorisée de sortir ni d'entrer dans ces quartiers ciblés. Même les enfants n'ont pas été autorisés à se rendre à l'école.

Politique - Pierre Nkurunziza a adressé un discours à la nation ce mercredi soir via RTNB. Le président de la République demande à toute personne détenant une arme illégalement de la remettre dans un délai ne dépassant pas un mois. En cas de non-respect, la personne en répondra devant la justice. Les sanctions encourues sont deux à dix ans d'emprisonnement et des amendes allant de 100 000 francs burundais à 5 millions de francs burundais. Le chef de l'État a prévu que les forces de l'ordre disposent d'outils de haute technologie pour traquer et retrouver toutes sortes d'armes.

S'appuyant sur des rapports, le président Nkurunziza a affirmé que certains membres des corps de défense participent à des actes criminels. "Ils sont très peu et nous ne tarderons pas à les maîtriser", a-t-il précisé.

Le numéro un burundais a demandé le retrait définitif des permis de conduire aux chauffeurs attrapés entraînés de transporter des criminels. Il a ordonné à la justice de se pencher dans les meilleurs délais sur les dossiers des présumés putschistes et des manifestants détenus pour pouvoir établir les responsabilités et relâcher ceux qui ne sont pas coupables.

Pierre Nkurunziza a promis la libération des mineurs qui ont été arrêtés durant les manifestations et qu'il le ferait en collaboration avec les organismes internationaux. Enfin, les "malfaiteurs" en exil doivent être extradés ou jugés dans les pays qui les abritent conformément à la loi.

Éducation - Sit-in d'étudiants de l'Université du Burundi ce mercredi devant les bureaux du recteur. Les étudiants de 1^{ère} année en faculté des sciences économiques et ceux de 2^{ème} année en droit tous du campus Mutanga dénoncent la décision prise de les envoyer au campus du Large sis à Kinindo. Ces étudiants estiment qu'ils ne peuvent pas s'y rendre à cause du manque de moyens pour se déplacer. Ils pointent du doigt également l'insécurité dans de nombreux quartiers de Bujumbura. Le secrétaire général de l'Université du Burundi ne s'est pas encore exprimé sur cette question.